

## Informations générales

### Intitulé de l'offre : Acteurs non étatiques, régulations, transformations sociales H/F

Acronyme : REGANET

Référence : CPJ-2024-045

Établissement porteur : Centre national de la recherche scientifique

Nom du chef d'établissement : Antoine PETIT

Site(s) concerné(s) : Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, Paris-Est, Bordeaux

Région(s) académique(s) : Paris, Créteil, Bordeaux

Etablissement(s) partenaire(s) envisagé(s) : Université Gustave Eiffel, Université de Bordeaux, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

Code(s) établissement(s) :

- UMR5114
- UMR8209
- UMR9003

Date de publication : mercredi 14 février 2024

Type de contrat : Chaire de professeur Junior

Durée du contrat : entre 3 et 6 ans en fonction du projet de recherche et du profil du lauréat

Quotité de travail : Temps complet

Rémunération : Rémunération brute annuelle de 54 600 Euros à 57 800 Euros selon l'expérience professionnelle.

Thématique scientifique : Sciences humaines et sociales - Droit, économie, gestion

Section(s) CN :

33 - Mondes modernes et contemporains

36 - Sociologie et sciences du droit

37 - Economie et gestion

39 - Espaces, territoires, sociétés

40 - Politique, pouvoir, organisation

## Profil Recherché

Titulaire d'un doctorat ou diplôme équivalent ou justifiant de titres et travaux scientifiques jugés équivalents par l'instance compétente de l'établissement. Il n'y a aucune condition d'âge ou de nationalité pour candidater. Tous les emplois CNRS sont accessibles aux personnes en situation de handicap en bénéficiant d'aménagement d'épreuves rendus nécessaires par la nature du handicap

## Stratégie d'établissement

Le projet scientifique s'inscrit dans le renouvellement des recherches sur l'action publique et les politiques publiques que CNRS Sciences humaines et sociales entend soutenir. L'action publique doit aujourd'hui être en mesure d'accompagner une série de transitions imbriquées, qu'elles soient économiques, sociales, numériques, énergétiques, sanitaires, environnementales, voire démocratiques. Ces nouveaux enjeux entraînent-ils des changements de paradigme dans la manière dont les politiques sont définies et mises en œuvre ou mettent-ils en évidence certaines impasses de nos modes de gouvernement contemporains ?

Il s'agit de développer des projets de recherche en mesure de renouveler et de répondre à des interrogations scientifiques relatives à l'action publique et aux politiques publiques.

Sur un plan méthodologique, les démarches multipliant les perspectives (qualitatives et quantitatives par exemple, recours à des données numériques combiné à des approches ethnographiques) ou déployant des démarches comparatives intra- ou internationales, seront privilégiées.

Cette CPJ s'inscrit dans l'une des 5 thématiques que CNRS Sciences humaines et sociales souhaite privilégier dans le cadre d'une stratégie pluri-annuelle de recrutement via les CPJ, à l'interface entre droit, économie, gestion, histoire, science politique, sociologie, sciences du territoire. Cette thématique s'intitule : études politiques, études des formes de la vie sociale.

## **Stratégie du laboratoire d'accueil**

Les laboratoires d'accueil potentiels relèvent de plusieurs domaines disciplinaires : droit, science politique, sociologie. Ils ont été choisis en fonction de : a) leur positionnement clé pour les recherches sur l'action publique et b) leur inscription dans un contexte académique porteur sur ces domaines. Ils sont en co-tutelle avec des établissements avec le(s)quels CNRS Sciences humaines et sociales souhaite développer des relations privilégiées sur cet objet de recherche.

## **Stratégie Internationale**

Le/la titulaire de la chaire devra mettre en œuvre des actions et des partenariats dans le champ thématique et s'engager notamment à déposer un projet dans le cadre des appels européens (ERC, Consortium Horizon Europe, etc.) au cours de son contrat.

## **Répertoire national des structures de recherche (RNSR) du laboratoire d'accueil**

201722406K - UMR9003 LISIS Laboratoire Interdisciplinaire Sciences, Innovations, Sociétés  
199911799J - UMR5114 COMPTRASEC Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale

201019364J- UMR8209 CESSP Centre Européen de Sociologie et de Science Politique de la Sorbonne

## **Résumé du projet scientifique**

La recherche récente a ouvert un front de recherche important concernant le rôle croissant, dans l'évolution des sociétés, des acteurs non étatiques, des associations aux entreprises en passant par les ONG, les think tanks, voire les réseaux liés à l'économie mafieuse. Les acteurs non-étatiques portent en effet aujourd'hui des formes de régulation « inversée » souvent alternatives au cadre de production de l'intérêt général portés par les États, qu'ils soient démocratiques ou non. Ces nouvelles formes de régulation s'effectuent soit au nom de l'efficacité marchande (grandes entreprises, groupes d'intérêts économique, monde du conseil), soit au nom des « communs » qui impliquent des biens et services non-marchands (économie sociale et solidaire, économie circulaire, mondes associatifs et militants), soit encore au nom d'une expertise scientifique ou technique revendiquée par ces acteurs. Entre auto- et co-régulation, ces acteurs sont aujourd'hui tout à la fois « partenaires » et « rivaux »

des États et des formes de régulation publique internationale (Union européenne, multilatéralisme onusien...). Cela pose la question de la légitimité de ces nouveaux acteurs à intervenir ou porter l'intérêt général ou des intérêts particuliers. Cela pose aussi la question des conflits d'intérêts, de la capture des instances de régulation par des intérêts privés, de la place croissante occupée par les acteurs privés dans les instances de production de l'action publique, autant de questions fragilisant les autorités administratives et politiques. Les recherches menées dans le cadre de cette chaire viseront à mieux comprendre les nouvelles formes de régulation économique, juridique, politique et sociale impliquant les acteurs non étatiques. Quelle est leur singularité à l'échelle de l'histoire ? Quels sont les différents types d'arrangements juridiques et politiques ? Comment s'articulent leurs propositions et actions avec celles des États ?

## **Résumé du projet d'enseignement**

L'enseignement sera discuté en fonction du site où le ou la lauréate sera affecté(e). Il/elle s'impliquera sur chaque site dans des parcours existants.

## **Environnement Financier**

- Total financé (dont package ANR) : 200 k€
- Total du projet : 0 k€

## **Diffusion scientifique**

La diffusion des résultats passera par des productions scientifiques (publications, logiciels, brevets...) de niveau mondial. Par ailleurs, le projet mettra en œuvre une communication vers des cibles diverses telles que communautés scientifiques, médias, décideurs, grand public, scolaires, etc., avec un calendrier adapté. Des outils spécifiques pourront être développés comme des sites web, des newsletters ou encore des rencontres, colloques internationaux, écoles d'été et conférences.

## **Science ouverte**

Le CNRS développe une politique forte en faveur de la science ouverte. La science ouverte consiste à rendre « accessibles autant que possible et fermés autant que nécessaire » les résultats de la recherche. À ce titre, le CNRS vise à ce que 100 % des textes des publications issues des travaux de ses unités soient rendus accessibles, notamment grâce au dépôt dans HAL. Les données produites doivent aussi être rendues disponibles et réutilisables, sauf restriction particulière. Par ailleurs, les principes directeurs de l'évaluation individuelle sont revus en conformité avec la déclaration DORA, plus qualitatifs et tenant compte de toutes les facettes du métier de chercheur.

## **Science et société**

La relation science-société est désormais reconnue comme une dimension à part entière de l'activité scientifique. Le projet développera cette dimension en synergie avec tous les partenaires. Les travaux de recherche qui en seront issus contribueront à éclairer la décision

publique. Des initiatives de sciences participatives pourront être initiées avec des acteurs de l'écosystème socio-économique et culturel du projet.

## **Indicateurs**

L'activité sera évaluée notamment sur la base de la production scientifique (publications, logiciels, patent, etc.), sur les partenariats institutionnels et privés formalisés par des contrats, sur le rayonnement international, sur la valorisation des travaux vers des communautés scientifiques pluridisciplinaires, sur l'innovation et son transfert vers la société et sur la diffusion scientifique à destination de publics non spécialistes.

## **Modalités d'organisation des auditions**

Seul(e)s seront convoqué(e)s aux auditions les candidat(e)s sélectionné(e)s sur dossier par la commission de sélection